

PRÉSENTATION DE PASCAL RENAUD

jeudi 2 avril 2015, par [Pascal Renaud](#)



Engagé dans la construction de l'Internet en Afrique depuis 1987 (projet RIO [1]), j'ai adhéré à VECAM lors des premières « Rencontres d'Autrans », en janvier 1997. Cette manifestation avait été consacrée à la présentation de l'ISOC-France, le nouveau « chapitre français de l'Internet Society ». Je n'avais pas souhaité adhérer à cette organisation pensant qu'un « chapitre national » de l'ISOC ne pouvait être qu'une interface locale de l'organisme américain car il n'était pas dans l'esprit des fondateurs étasuniens d'inscrire la régulation d'Internet dans un contexte multilatéral.

L'ouverture du Net au grand public n'avait que deux ans, mais déjà les marchands se précipitaient, la bulle commençait à gonfler. Du côté de l'État et des responsables politiques, il y avait panique à bord, personne ne savait vraiment comment s'y prendre. La chose échappait à ceux qui jusqu'alors avaient en charge ce secteur : le corps des ingénieurs des télécommunications. Dans ce contexte, le projet d'un ISOC « France » se présentait comme une opportunité de réappropriation de la part nationale du Réseau. Le projet VECAM était sûrement moins ambitieux sur le plan du pouvoir mais beaucoup plus sur celui des idées. Il mettait la citoyenneté au centre de sa problématique. Il ne s'agissait pas de se positionner dans un secteur en effervescence mais d'y défendre l'égalité et la solidarité.

A cette époque, je travaillais dans une petite agence du Système des Nations Unies à Genève, l'UNITAR. Je pilotais des projets de « renforcement des capacités » en Afrique francophone. Mon objectif était, non seulement de favoriser l'accès à l'Internet, mais surtout d'aider mes collègues africains à en maîtriser la technologie et la gouvernance. VECAM posait clairement les questions de la fracture numérique et « des risques de domination des contenus par les grands industriels ». L'association se proposait d'engager une réflexion sur l'accès aux savoirs et la défense des libertés publiques.

Après le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) auquel j'ai participé au titre de l'UNITAR à Genève en 2003 puis de VECAM à Tunis en 2005, j'ai mis fin à mon détachement dans le système des Nations unies pour revenir à l'IRD (Institut de recherche pour le développement). J'ai intégré l'Unité de recherche « Savoirs & Développement » puis l'UMR CEPED (Centre Population & Développement) pour travailler sur la circulation internationale des connaissances. Dans ce cadre, j'ai été détaché pendant 4 ans au CINVESTAV (Centro de Investigación y de Estudios Avanzados del Instituto Politécnico Nacional) à Mexico D.F.

Je m'intéresse actuellement à l'histoire de l'Internet dans les pays en développement, et notamment au rôle des communs technologiques dans la circulation des connaissances.

Je suis aussi membre d'[Eurolinc](#).

Notes

[1] <http://rio.net>